

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 02/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINDE FRANCE S.A

Bâtiment A
523 cours du 3 Millénaire
69800 Saint-Priest

Références : NN/JPP-D-0701-MRT-2024

Code AIOT : 0006402114
SPR/PM/N°696/2024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 18/04/2024 a pour l'objectif de vérifier le respect aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/04/2014 relatives à la mise en œuvre des procédures de maîtrise des procédés et d'exploitation du système de gestion de la sécurité (SGS). En particulier, l'Inspection s'est intéressée aux procédures relatives à l'interface d'acétylène entre LINDE et BPO afin de s'assurer qu'elles permettent l'exploitation des installations dans les conditions de sécurité requises et ceci lors de toutes les phases d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang

- Code AIOT : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SGS - interface acétylène avec BPO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 18/04/2024, l'inspection a constaté que l'interface acétylène entre LINDE et BPO est clairement identifiée. La définition des responsabilités (exploitation, maintenance, intervention, ...) est conforme à la limite des installations. L'exploitant LINDE a présenté la gestion de cette interface lors des différentes phases d'exploitation : marche normale, isolement programmé ou d'urgence, remise en service. Le système d'information entre des parties concernées est également connu. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les procédures de maintenance et d'exploitant formalisant ces éléments. L'inspection demande à l'exploitant de les transmettre sous 15 jours à compter de la réception de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SGS - interface acétylène avec BPO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 8 L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'étude de dangers du site de LINDE à Berre l'Étang décrit l'approvisionnement en acétylène du site à partir de la canalisation DN 100 d'acétylène provenant de l'unité 800 du vapocraqueur exploité par la société BPO du Pôle Pétrochimique de Berre. Cette canalisation est enterrée depuis la traversée de la voie LyondellBasell jusqu'à l'atelier de conditionnement chez LINDE. Le jour de la visite, l'exploitant LINDE a présenté un PID montrant la limite de batteries : la limite par rapport à la canalisation de transport d'acétylène provenant de LyondellBasell se situe après la vanne V0001 suivant l'arrêt flamme implanté sur le site de LINDE et appartenant à BPO. Au-delà de cette vanne démarre la tuyauterie d'usine et donc le périmètre ICPE du site LINDE. Sur le PID, cette limite est clairement identifiée. Lors de la visite du site, l'Inspection a également constaté la matérialisation de cette limite : <ul style="list-style-type: none">- les installations et tuyauteries appartenant à BPO sont de couleur grise, sur une plateforme en hauteur dont l'accès est restreint par la présence d'un panneau fixé sur l'échelle d'accès ;- les installations et tuyauteries appartenant à LINDE quant à elles sont de couleur belge. La responsabilité en termes d'exploitation et de maintenance se base bien sur cette limite de batteries. Le personnel de BPO prend contact annuellement avec LINDE afin d'obtenir l'accès à ses installations et de réaliser toutes les opérations de maintenance nécessaires. Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté l'organisation suivante pour l'approvisionnement en acétylène : <ul style="list-style-type: none">- le conditionnement des bouteilles d'acétylène est réalisé chaque semaine du lundi au samedi en trois-huit. Les installations sont en arrêt en dehors de cette période d'exploitation ;

- pour le démarrage de la production de l'atelier acétylène le lundi matin, l'opérateur de LINDE réalise un contrôle visuel des installations avant d'appeler la Zone Froide du Vapocraqueur de BPO (en utilisant le téléphone dédié en salle de contrôle) pour demander l'approvisionnement. En fonction des besoins de LINDE et les capacités de productions de BPO, une consigne de débit massique est fixée entre les deux exploitants. L'approvisionnement se fait ensuite de manière progressive. En fonctionnement nominal, ce débit est de 150 kg/h ;
- BPO informe LINDE et inversement de toute baisse de production et de toute coupure d'approvisionnement lorsque celles-ci sont anticipées ;
- les installations de BPO sont pilotées à distance. En cas d'arrêt d'urgence d'approvisionnement, les vannes d'isolement de BPO peuvent être activées automatiquement. Cette action conduit à la mise en sécurité automatique des installations de LINDE. La vanne V0001 exploitée par BPO peut être également manipulée manuellement. En cas de situation d'urgence, sur ordre et autorisation de BPO, l'opérateur de LINDE peut être amené à la manipuler. Toutefois, le chef d'équipe de l'unité acétylène indique que cette situation ne s'est jamais présentée à sa connaissance. Les installations de LINDE disposent également de vannes d'alimentation ou de coupure associées à chaque compresseur de l'atelier ;
- pour l'arrêt de la production de l'atelier acétylène le samedi, l'opérateur de LINDE réalise également un contrôle visuel des installations avant d'effectuer un appel vers la Zone Froide du Vapocraqueur de BPO afin de demander l'arrêt progressif de l'approvisionnement.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ensemble des procédures d'exploitation et de maintenance en lien avec l'interface acétylène entre BPO et LINDE. Il s'est engagé à faire une recherche exhaustive et les transmettre à la suite de la visite.

En ce qui concerne la gestion des situations d'urgence, le site LINDE dispose d'un plan d'opération interne qui lui est propre et d'une convention d'assistance avec le Service d'Intervention du Pôle Pétrochimique de Berre. Une fiche réflexe relative à la rupture de la canalisation acétylène est jointe au POI. Cette fiche liste les risques, les moyens disponibles et les actions à mener notamment le déclenchement de l'arrêt d'urgence du procédé et la fermeture des vannes d'alimentation ou des vannes de coupures appartenant à LINDE. La communication en situation d'urgence se fait entre LINDE et le Service d'Intervention du Pôle Pétrochimique de Berre qui s'assurera la communication vers le Vapocraqueur, producteur de l'acétylène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours à compter de la réception de ce rapport, toute procédure d'exploitation et de maintenance en lien avec l'interface acétylène avec le Vapocraqueur exploité par BPO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours